

Pourquoi la Suède n'adhère-t-elle pas à l'OTAN?

Autor(en): **Lund, Nils**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **106 (1961)**

Heft 10

PDF erstellt am: **02.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-343070>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction : Colonel-brigadier Roger Masson

Rédacteur-Adjoint : Colonel EMG Georges Rapp

Administration : Lt-colonel Ernest Bütiger

Editeurs et expédition : Imprimeries Réunies S. A., av. Gare 39, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II 5209)

Annonces : Publicitas S. A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT : Suisse : 1 an Fr. 14.— ; 6 mois Fr. 8.—

Etranger : 1 an Fr. 17.— ; 6 mois Fr. 9.—

Prix du numéro : Fr. 1.50

Pourquoi la Suède n'adhère-t-elle pas à l'OTAN ?

On a souvent tendance à assimiler la neutralité politique et militaire de la Suède — nation qui nous est particulièrement sympathique — à celle de la Suisse. Certes, ces deux pays s'efforcent de demeurer en dehors des conflits internationaux. Mais leur « neutralité » est différente. C'est ce que précise, avec une parfaite clarté, l'auteur de l'article qui suit¹ et qui, nous l'espérons, retiendra l'attention de nos lecteurs.

(Réd.)

La grande majorité des Suédois qui observent l'évolution de la situation dans le monde, reconnaissent que l'OTAN est l'un des facteurs les plus importants du maintien de la paix. Nombreux sont ceux qui n'hésiteraient pas à affirmer avec gratitude que l'existence de cette communauté de défense est également de la plus grande importance pour la sécurité de notre pays, libre de toute alliance. A l'exception, bien entendu, des communistes, nos citoyens sont en faveur de l'idéal démocratique. La Suède, sans aucune doute, appartient à la civilisation occidentale.

¹ Tiré de la *Wehrkunde* allemande. Traduction française par le « Centre interarmées de documentation militaire » de l'Etat-major général français.

On peut se demander, dans ces conditions, pourquoi la Suède n'a pas adhéré à l'Alliance Atlantique, unissant les démocraties de l'Occident.

Avant de répondre à cette question, il nous faut éclaircir deux termes souvent rencontrés dans la politique suédoise. Les porte-parole du gouvernement suédois définissent ainsi l'objectif de la politique actuelle, libre d'alliance, de notre pays : créer les conditions qui permettent à la Suède de se tenir, en cas de guerre en Europe, en dehors du conflit, autrement dit de rester neutre. Le terme « libre d'alliances » s'applique à la position de la Suède en temps de paix et celui de « neutre » à celle qu'on espère voir adopter par le pays en temps de guerre. Il existe, dans l'esprit des Suédois, une différence sensible entre ces deux termes, dépassant le débat académique.

Comme la Suisse, pays classique de la neutralité, la Suède appuie sa politique étrangère sur une puissante force de défense. Dans d'autres domaines d'ailleurs, les politiques suisse et suédoise ont des aspects identiques.

Mais il existe des différences fondamentales entre l'absence d'alliances de la Suède et la neutralité helvétique.

On sait que cette dernière est reconnue et garantie par les grandes puissances. En droit international, la Suisse ne peut dénoncer unilatéralement sa neutralité, sauf en cas d'agression armée. La neutralité suisse est, par conséquent, absolue. Elle ne dépend pas de la volonté nationale, ni ne peut se diviser. Elle n'admet pas d'exception, pas même l'adhésion de la Suisse aux Nations Unies.

En Suède, par contre, absence d'alliances ou neutralité ne sont pas inscrites dans la constitution, ni dans aucun texte officiel. En droit international, la politique de la Suède n'a pas un caractère permanent. Il n'existe aucune convention entre Stockholm et les grandes puissances sur le statut international suédois. La politique étrangère de la Suède est une affaire purement nationale. Les autorités du pays disposent du droit indéniable de suivre une autre ligne politique, si

elles en éprouvent la nécessité. Il est significatif, à cet égard, que les communistes aient proposé de donner à l'actuelle politique libre d'alliances un caractère permanent, par la conclusion d'accords de sécurité avec les grandes puissances. Cette proposition s'est heurtée à la résistance des partis bourgeois, qui ne considèrent pas désirable d'enchaîner la liberté d'action du pays.

Il existe diverses raisons au choix de cette politique. Nous en donnerons brièvement les plus importantes.

Il est certain que la tradition et les idées reçues du passé ont joué un rôle important dans l'attitude actuelle de la Suède. Il y a plus d'un siècle que les Suédois ont opté pour la neutralité. La Suède est demeurée en dehors de deux conflits mondiaux. De nombreux Suédois y voient la preuve de la sagesse de la politique nationale et espèrent que le miracle de 1939-45 se répètera au cas d'une troisième guerre mondiale.

L'idée d'une politique pouvant conduire à des obligations militaires éveille un malaise en Suède, même si cette politique avait pour objet la défense commune de l'Europe occidentale contre le bloc soviétique. (L'affaire de l'U-2 et les menaces soviétiques contre la Norvège peuvent avoir fortifié le sentiment de répugnance des Suédois pour une politique d'alliances). Mais les Suédois ne s'en intéressent pas moins à une coopération internationale dans d'autres domaines, dans le cadre de l'ONU ou de la Zone de libre échange, par exemple, et de toutes autres institutions de caractère non militaire.

Dans de nombreux milieux, on constate la crainte naturelle du choix d'une politique qui troublerait les relations pacifiques actuelles, politiques et économiques, avec le puissant voisin de l'Est.

On semble croire, en outre, dans de nombreuses couches de la population que, si la Suède adhérerait au Pacte Atlantique, elle deviendrait automatiquement l'objectif d'une attaque soviétique dès la phase initiale d'une guerre future.

Certains pensent que la Suède pourrait gagner quelques jours — d'une valeur inestimable — en observant la neutra-

lité, au début d'un conflit général. Ce gain de temps permettrait de mobiliser les forces armées et d'évacuer les grands centres de population.

Nombreux sont ceux qui estiment qu'un pays sans alliances, tel que la Suède, pourrait remplir un rôle utile comme Etat tampon entre le bloc soviétique et les puissances du Pacte Atlantique, non seulement sur le plan local, mais aussi, par exemple, dans le cadre des Nations Unies.

On rencontre de nombreux Suédois convaincus que la Suède pourrait compter sur une aide militaire de l'Ouest en cas d'agression et bien qu'elle ne fasse pas partie de la Communauté Atlantique, en raison de la grande importance stratégique du territoire suédois pour la défense de l'Occident. L'OTAN, espère-t-on, interviendrait si l'Union Soviétique violait la neutralité de la Suède.

Mais de tous les facteurs en faveur de la politique actuelle, les liens historiques et la communauté de culture avec la Finlande, pays-frère ayant jadis fait partie du royaume de Suède, sont certainement les plus puissants. Un nombreux groupe ethnique parle aujourd'hui encore le suédois en Finlande. L'adhésion de la Suède à l'OTAN entraînerait automatiquement, estime-t-on, l'occupation de la Finlande par les Soviétiques. Moscou pourrait se fonder sur le pacte d'assistance mutuelle que la Finlande fut obligée de signer en 1948. Aux termes de ce pacte, l'U.R.S.S. possède virtuellement le droit d'occuper son voisin, si celui-ci était menacé par les puissances occidentales. Cette occupation mettrait les forces soviétiques aux portes de la Suède, qui se trouverait dans l'obligation de concentrer en temps de paix des forces importantes à ses frontières de terre et de mer. Cette mesure aurait pour conséquence une lourde charge économique. C'est un argument de poids pour ceux des Suédois qui soutiennent la politique libre d'alliances du pays.

Cette politique dispose d'une écrasante majorité au Parlement. Elle est approuvée par l'ensemble du pays et défendue par la presse avec plus ou moins de réserves.

Mais jusqu'à quel point la neutralité suédoise pourrait-elle être sauvegardée en cas de guerre ou de danger de guerre ? Il n'est pas sans intérêt de rappeler que la Suède n'a pas fait de *déclaration de neutralité* au moment de la guerre d'hiver soviéto-finlandaise de 1939-40. Le gouvernement et le peuple ont manifesté, au contraire, une attitude qui, dans les phases les plus critiques de ce conflit, pouvait être considérée comme celle d'une politique de non-belligérance.

Suivant le parti social-démocrate au pouvoir, la politique de non-alliance et de neutralité devrait être absolue à l'égard des deux blocs. Mais on rencontre une opinion plus nuancée, surtout dans l'opposition bourgeoise. Il ne faudrait pas, suivant cette opposition, que cette politique devienne insensée. Elle ne devrait en aucun cas conduire à une guerre opposant la Suède aux deux peuples frères que sont les Danois et les Norvégiens. Le maintien trop strict de la neutralité pourrait créer une situation absurde rangeant la Suède aux côtés du bloc soviétique. De l'avis des partis de l'opposition, la politique libre d'alliances et la neutralité de la Suède devraient conserver une souplesse excluant l'automatisme.

Certains soutiennent la thèse que la menace soviétique devrait inspirer différemment la politique étrangère et militaire de la Suède. L'Union Soviétique est l'unique puissance constituant à l'heure actuelle une menace contre la paix et la liberté du pays. Celui-ci ne pourrait s'opposer longtemps à une agression armée de l'U.R.S.S. Dans une telle situation, l'existence de la Suède dépendrait d'une aide extérieure. Cette aide ne peut venir que d'un seul côté, c'est-à-dire de l'OTAN. Il importe donc de prévoir, dans les plans de défense, l'intervention occidentale.

Les fermes partisans de la doctrine de non-alliance et de neutralité s'élèvent vivement contre cette interprétation « nuancée ». Ils estiment qu'il ne devrait pas même être question de l'éventualité d'une aide occidentale et encore moins de s'y préparer. Débattre cette question, affirme-t-on

dans ces milieux, éveillerait la méfiance de Moscou quant aux assurances de Stockholm d'une neutralité inconditionnelle en cas de guerre. En adoptant ces vues, on ébranlerait, ajoute-t-on, la position actuelle de la Suède entre les deux blocs adverses.

On voit que la situation de la Suède est réellement difficile. C'est la situation typique, à l'âge atomique, d'une petite puissance seule, appartenant à tous points de vue à la civilisation occidentale, mais ayant la volonté de rester neutre dans une lutte où s'affrontent, d'une part, un communisme mondial aux desseins de conquête et, d'autre part, une communauté de défense organisée par l'Ouest contre cette force d'agression.

Pour la Suède, cette situation est d'autant plus tragique que le Danemark et la Norvège sont membres de l'OTAN.

On sait que nos trois nations scandinaves ont, du point de vue stratégique, une unité naturelle. Cette vérité de fait est manifeste dans les parties septentrionales, où les territoires norvégien et suédois forment un ensemble stratégique, et de même sur l'Oresund, dont les pays riverains sont le Danemark et la Suède. La défense de Bornholm est un autre problème intéressant toute la Scandinavie. Une Suède neutre ne subsisterait guère, si la Norvège et le Danemark étaient occupés par les forces soviétiques. Et la défense de la Norvège et du Danemark serait sérieusement compromise, si la Suède était sous la botte des Soviétiques.

Il existe donc de fortes raisons militaires en faveur d'une alliance défensive entre ces trois pays.

La question prit une actualité nouvelle à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1949, le gouvernement de Stockholm proposa à Oslo et à Copenhague la conclusion de cette alliance. Les gouvernements danois et norvégien accueillirent favorablement l'initiative suédoise, mais Oslo posa une condition importante.

On avança, en effet, en Norvège, qu'une alliance défensive entre les pays scandinaves ne pouvait assurer une sécurité

satisfaisante aux trois pays intéressés qu'à la condition d'être intégrée, d'une manière ou de l'autre, dans l'alliance défensive plus vaste de l'Atlantique Nord. De l'avis des Norvégiens, une défense scandinave isolée ne pourrait fournir cette sécurité. Le gouvernement suédois rejeta catégoriquement la suggestion norvégienne de faire d'un pacte scandinave une sous-organisation du Pacte Atlantique.

Mais on continue à souhaiter dans certains milieux politiques une coopération limitée entre la Suède, libre de toute alliance, et les membres de l'OTAN que sont devenus le Danemark et la Norvège. Certains préparatifs devraient être faits dès le temps de paix. On cite un exemple de préparatifs de ce genre : l'aménagement de la « Trondhjemleite », c'est-à-dire de la route qui relie l'Oresund et la côte atlantique, complétant la liaison ferroviaire, et qui, en cas de blocus de la Baltique, donnerait à la Suède un port de réserve, un « poumon » à l'Ouest, face à l'Atlantique.

Il existe aussi des Suédois, bien qu'il s'agisse d'une petite minorité, pour lesquels l'adhésion de la Suède à l'OTAN représente l'unique issue du problème. Cette partie de l'opinion pense généralement à une Union de défense scandinave à l'intérieur de l'OTAN.

Mais il n'est pas d'homme politique occupant un poste de responsabilité qui puisse se déclarer en faveur de l'adhésion de la Suède au Pacte Atlantique, sans ruiner sa carrière. La politique actuelle est sacro-sainte dans les milieux politiques dirigeants et un changement d'orientation est inconcevable au temps présent.

Il n'est pas possible d'évaluer, même approximativement, le nombre des partisans convaincus de la participation de la Suède au Pacte Atlantique. Aucun « Gallup » n'a été fait à cet égard.

Et cependant, si elle appartenait à une vaste communauté de défense, la Suède bénéficierait de l'effet de dissuasion exercé par un tel organisme sur l'Union Soviétique. Elle aurait accès aux résultats de la recherche occidentale dans

le domaine de la technique militaire et recevrait sans doute, comme le Danemark et la Norvège, une aide économique pour l'acquisition de certains matériels de guerre. Enfin, il lui serait possible de préparer une intervention éventuelle des forces alliées.

Les partisans du Pacte Atlantique, devant l'argument avancé par ses adversaires, suivant lequel une Suède neutre pourrait compter sur une aide de l'OTAN en cas d'une attaque soviétique « locale et limitée », font valoir qu'il est très incertain que l'Occident accepte le risque d'une guerre générale pour venir au secours d'un pays qui s'est placé en dehors de la communauté. Si, contrairement à cette vue, cette aide était fournie à la Suède, elle devrait être improvisée et serait, par conséquent, d'une valeur aléatoire. La même réserve s'applique au cas où la Suède accepterait son intégration dans l'OTAN au début d'un conflit généralisé.

Quant à la raison finlandaise, les tenants de l'OTAN déclarent qu'elle a beaucoup perdu de sa valeur devant le rapide développement de la technique militaire. Les Soviétiques pourraient déclencher aujourd'hui par surprise d'importantes opérations militaires contre la Suède, sans la Finlande pour base de départ. De plus, si les Soviétiques, s'appuyant sur le pacte d'assistance mutuelle de 1948, décidaient d'occuper la Finlande, et si les Finlandais leur opposaient une résistance armée, il est certain que la lutte héroïque de l'hiver 1939-40 serait impossible. La Finlande n'est plus le bouclier du territoire suédois.

Une solution s'offre, cependant, à la Suède et la dispenserait peut-être d'une révision de sa politique actuelle.

Cette solution consiste dans l'acquisition d'armes atomiques tactiques. Un débat s'est institué à ce sujet au-dessus des questions de parti. Bien que les adversaires de l'armement atomique se rencontrent surtout dans le parti social-démocrate, d'importantes personnalités de ce parti se sont déclarées en faveur de la mise en service de ces armes. Mais c'est dans les partis bourgeois de l'opposition que se trouve la majorité des partisans d'un armement atomique.

Ces armes sont indispensables aujourd'hui à la Suède, déclarent-ils, si le pays doit continuer sa politique d'indépendance, c'est-à-dire sans alliance et en maintenant sa neutralité. Ou les forces suédoises recevront un armement nucléaire, ou il sera nécessaire d'envisager l'adhésion de la Suède à l'alliance occidentale.

Le commandement suédois a déclaré, de son côté, que des armes atomiques étaient indispensables à la mission des forces armées.

On a précisé, du côté gouvernemental, que l'acquisition d'un armement atomique dans un pays étranger n'était pas envisagée, la législation américaine interdisant d'ailleurs la cession de ces armes. Si cette disposition était modifiée, il n'en demeurerait pas moins qu'une transaction de cette nature serait accompagnée de conditions incompatibles avec la politique de neutralité du pays.

Aussi le commandant en chef a-t-il proposé au gouvernement d'étendre les travaux de l'Institut de recherche de la défense à l'étude de la fabrication de charges nucléaires, alors que ces travaux se limitent jusqu'à présent à la protection atomique. Le commandant en chef estime, en effet, que la production d'armes nucléaires par la Suède ne peut plus être retardée.

Le gouvernement a partiellement tenu compte de cette proposition en élargissant la mission de l'Institut, sans autoriser toutefois une recherche visant directement à la fabrication des armes nucléaires. Pour l'instant, la question est pendante.

Mais si les négociations internationales¹ sur l'arrêt des expériences nucléaires et le désarmement échouaient définitivement, le problème de l'acquisition d'armes nucléaires se poserait avec une acuité nouvelle. La Suède possède les moyens scientifiques, techniques et industriels, et les techniciens nécessaires à la fabrication de cet armement.

¹ On sait qu'elles ont été récemment interrompues par l'URSS. (Réd.)

En résumé, la politique libre d'alliances de la Suède est solidement ancrée dans le pays. Ce ne serait pas faire preuve de réalisme politique que de préconiser aujourd'hui son adhésion à l'OTAN sous une forme ou sous une autre.

L'opinion pourrait évoluer si l'U.R.S.S., exploitant sa position en Finlande et intervenant dans les affaires intérieures de ce pays, humiliait à tel point la dignité de cet ancien domaine suédois, que la Finlande se trouverait pratiquement transformée en satellite soviétique, à l'instar de l'Allemagne de l'Est ou de la Hongrie.

Il est vraisemblable qu'il deviendra de plus en plus difficile à un petit Etat isolé de supporter la charge de l'armement technique aujourd'hui indispensable. Cette considération pourrait conduire la Suède à réviser un jour sa politique traditionnelle.

Enfin, certains indices donnent à penser que l'intégration économique croissante des pays de l'Europe occidentale conduira progressivement ces pays à une coopération politique et militaire. On peut difficilement imaginer qu'en présence d'une telle situation la Suède pourrait rester éloignée de la communauté occidentale, même si un rapprochement signifiait l'abandon de sa politique libre d'alliances et d'une part de sa souveraineté nationale.

Colonel NILS LUND

Le fusil d'assaut au combat

L'introduction massive dans l'infanterie d'une arme automatique, telle que le *fusil d'assaut* (Fa), permet non seulement d'augmenter l'efficacité du tir rasant dans le combat rapproché, mais encore d'agir en tir courbe par des grenades.